



## France-Philippines : renforcer la coopération maritime

Céline PAJON

Jose Renan SUAREZ

### ► Points clés

- Une coopération maritime renforcée entre la France et les Philippines, deux nations de l'Indo-Pacifique, pourrait s'appuyer sur leurs intérêts communs, leurs besoins et leur expertise en matière de sécurité et de gouvernance maritimes, tout en ouvrant la voie à un rapprochement stratégique.
- Les stratégies maritimes de Paris et Manille mettent chacune l'accent sur le droit international, le multilatéralisme et les partenariats. L'archipel philippin et les territoires français du Pacifique sont par ailleurs confrontés à des défis de sécurité similaires.
- Une coopération renforcée se doit d'être holistique, embrassant les enjeux majeurs liés à l'environnement, au changement climatique et à la biodiversité, tout en intégrant les dimensions de l'économie bleue, de la sécurité maritime et de la défense.
- Un enjeu clé est la connaissance du domaine maritime (*Maritime Domain Awareness – MDA*), indispensable pour renforcer la sécurité, préserver la biodiversité, lutter contre la pêche illégale et affirmer la souveraineté.

## Introduction

La France et les Philippines sont deux nations maritimes de l'Indo-Pacifique, ou « nations bleues<sup>1</sup> ». La France possède la deuxième plus grande zone économique exclusive (ZEE) du monde, dont 90 % se trouvent dans l'Indo-Pacifique, tandis que les Philippines, un archipel stratégiquement situé au barycentre de cette vaste région, comptent 36 000 kilomètres (km) de côtes et se placent au sixième rang mondial en termes de ZEE. Les Philippines possèdent la troisième plus vaste superficie de récifs coralliens au monde, tandis que la France se classe au quatrième rang. Enfin, acteurs majeurs du secteur de la pêche, les deux pays partagent des enjeux communs liés à la gestion durable des ressources marines et au renforcement de la sécurité maritime.

Les auteurs<sup>2</sup> de ce *Briefing* proposent des pistes pour renforcer la coopération maritime entre la France et les Philippines, qui s'appuierait sur leurs valeurs communes, telles que la défense de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), l'engagement en faveur de la liberté de navigation et le soutien à un ordre international multilatéral fondé sur des règles. Ce *Briefing* présente les enjeux stratégiques justifiant cette coopération et en identifie les domaines opérationnels les plus porteurs. Cette initiative est particulièrement opportune, alors que la France s'apprête à accueillir la troisième Conférence des Nations unies sur les océans à Nice en juin 2025.

## Convergence stratégique : la France et les Philippines, deux nations maritimes

En tant que nations maritimes de l'Indo-Pacifique, la France et les Philippines partagent des principes, des responsabilités et des défis communs. La France est un pays résident de l'Indo-Pacifique et le premier pays européen à adopter une stratégie dédiée, dès 2019<sup>3</sup>. En effet, la France dispose de territoires dans l'océan Indien (les îles de Mayotte et de La Réunion, les îles Éparses et les Terres australes et antarctiques françaises) et dans l'océan Pacifique (la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et l'île de Clipperton), avec près de 2 millions d'habitants et une vaste ZEE.

---

1. « Lancement de l'initiative Blue Nations : la France et les Philippines partenaires pour les océans », Ambassade de France aux Philippines, 5 juin 2024, disponible sur : [www.ph.ambafrance.org](http://www.ph.ambafrance.org).

2. L'autrice française tient à exprimer sa profonde gratitude au Dr Rej Torrecampo, avec qui elle a amorcé sa réflexion sur ce sujet quelque part en mer de Chine méridionale. Ses conseils avisés et ses échanges stimulants ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration des arguments présentés dans ce travail.

3. « Stratégie indo-pacifique de la France », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Paris, février 2022, disponible sur : [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr).

## Carte de l'Océanie



Source : © Shutterstock.com.

Les Philippines, un archipel composé de 7 641 îles, d'une superficie de 300 000 km<sup>2</sup> et d'une ZEE de plus de 2,2 millions de km<sup>2</sup>, sont bordées par la mer des Philippines et l'océan Pacifique à l'est, la mer des Philippines occidentales (West Philippines Sea – WPS) et la mer de Chine méridionale (mer de Chine méridionale – MCM<sup>4</sup>) à l'ouest, le détroit de Luçon au nord et la mer des Célèbes au sud. Elle forme le sommet du Triangle de Corail, réputé pour être le cœur de la biodiversité marine mondiale, abritant 76 % des espèces de coraux de la planète.

Les Philippines sont situées au cœur de l'une des régions maritimes les plus stratégiques du monde : la mer de Chine méridionale voit transiter un tiers du commerce mondial et abrite d'importantes ressources halieutiques ainsi que des gisements d'hydrocarbures. Cependant, la zone est également marquée par de fortes tensions, la Chine revendiquant 80 % de la MCM, y compris une grande portion de la ZEE des Philippines, et militarisant plusieurs îlots contestés dans les archipels des Paracels et des Spratleys.

---

4. La mer des Philippines occidentales désigne la partie de la mer de Chine méridionale (MCM) qui se trouve dans la ZEE des Philippines, telle que désignée par le gouvernement philippin. La MCM est une masse d'eau plus vaste qui comprend la mer des Philippines occidentales.

## **Engagement en faveur de l'État de droit en mer**

Paris et Manille partagent un engagement fort en faveur du droit international, en particulier le droit de la mer. Confrontées aux actions agressives répétées de la Chine, qui tente de modifier le *statu quo* par la force, les Philippines s'appuient sur le droit international pour régler les différends de manière pacifique. Manille a défié Pékin en portant l'affaire devant le tribunal arbitral du droit de la mer à La Haye. Dans sa décision<sup>5</sup> de 2016, le tribunal a invalidé les revendications chinoises fondées sur la « ligne des neuf traits » et des « droits historiques », les jugeant incompatibles avec les dispositions de la CNUDM. Cet avis consultatif a créé un précédent, malgré le refus de la Chine d'en reconnaître la légitimité. L'administration Marcos a réaffirmé la primauté du droit international dans la défense de la souveraineté philippine<sup>6</sup> et intensifié ses efforts pour dénoncer publiquement les actions de Pékin.

---

**Toute perturbation des routes maritimes vitales serait dramatique pour la sécurité économique de l'Europe**

---

La France est également préoccupée par la situation en MCM, car la liberté de circulation maritime et aérienne ainsi que le respect du droit international sont au cœur de sa vision pour l'Indo-Pacifique<sup>7</sup>. En effet, toute perturbation des routes maritimes aurait des conséquences dramatiques sur la sécurité économique de l'Europe<sup>8</sup>. Des bâtiments de la Marine nationale française transitent régulièrement en MCM, ainsi que dans les océans Indien et Pacifique, afin d'exercer leur liberté de navigation et promouvoir le respect effectif du droit de la mer<sup>9</sup>.

## **Diversification des partenaires stratégiques**

Disposant de moyens limités, les Philippines misent sur les partenariats pour relever ses défis maritimes complexes et défendre le respect de la règle de droit en Asie du Sud-Est<sup>10</sup>. En particulier, les relations entre Manille et Washington ont connu une revitalisation remarquable ces dernières années, alimentée par un intérêt commun pour contrer

---

5. R. D. Williams, « Tribunal Issues Landmark Ruling in South China Sea Arbitration », *Lawfare*, 12 juillet 2016, disponible sur : [www.lawfaremedia.org](http://www.lawfaremedia.org).

6. Discours du président Ferdinand R. Marcos Jr. à l'occasion du 21<sup>e</sup> dialogue Shangri-La de l'IISS, Singapour, 31 mai 2024, disponible sur : [www.pco.gov.ph](http://www.pco.gov.ph).

7. Note Verbale, UK NV No. 162/20, New York, 16 septembre 2020, disponible sur : [www.un.org](http://www.un.org).

8. « La stratégie indo-pacifique de la France », *op. cit.*, p. 10.

9. M. Julienne et C. Pajon, « Déploiement de la frégate française *Bretagne* dans l'Indo-Pacifique : la mise en œuvre de la stratégie française dans la région », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 2 septembre 2024, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

10. M. Vanbaelinghem, « La sécurité des Philippines. Coopérations de défense et alliances », *Étude n° 106*, IRSEM, avril 2023, disponible sur : [www.irsem.fr](http://www.irsem.fr).

l'influence croissante de la Chine<sup>11</sup>. Cependant, les Philippines demeurent prudentes quant à une dépendance exclusive vis-à-vis des États-Unis pour leur sécurité. Manille redoute que Washington ne lui accorde pas le soutien escompté, compte tenu des priorités divergentes des deux pays concernant les conflits en mer de Chine méridionale par rapport à une éventuelle crise autour de Taïwan. Pour atténuer ces inquiétudes et renforcer leur résilience, les Philippines ont noué des partenariats de sécurité avec des acteurs régionaux amis, tels que le Japon, la Corée du Sud et l'Australie.

Les objectifs des Philippines convergent donc avec la stratégie indopacifique de la France, qui promeut la multipolarité et des solutions multilatérales pour assurer la stabilité régionale. Paris cherche également à renforcer les capacités maritimes de ses partenaires afin de consolider leur souveraineté, leur autonomie stratégique et leur résilience face à la Chine et aux États-Unis<sup>12</sup>.

### ***Défis communs dans le Pacifique***

La France est responsable de la surveillance, de la gestion et de la protection des vastes domaines maritimes de ses territoires du Pacifique : la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna. À l'instar des Philippines, ces territoires dépendent également de manière cruciale des écosystèmes marins et côtiers pour des activités économiques telles que le tourisme et la pêche, des secteurs particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique, notamment l'élévation du niveau de la mer, l'intensification des cyclones et l'effondrement de la biodiversité<sup>13</sup>. Cela ouvre la voie à des échanges mutuellement bénéfiques sur les meilleures pratiques, les approches innovantes et la coordination des politiques maritimes entre les autorités locales et nationales.

Les Philippines souhaitent par ailleurs renforcer leur collaboration avec les nations insulaires du Pacifique sur des enjeux tels que la sécurité, le développement durable et la stabilité régionale<sup>14</sup>, en s'associant notamment à des organisations régionales comme le Forum des îles du Pacifique (FIP) et l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (FFA). Dans ce contexte, la France peut jouer un rôle clé en soutenant ces initiatives, en particulier à travers ses territoires dans le Pacifique.

Le fort ancrage régional de la France favorise un engagement stratégique à long terme dans les relations avec les Philippines. La section suivante met en lumière les domaines spécifiques dans lesquels ce partenariat pourrait se développer.

---

11. Une extension majeure de l'accord de coopération renforcée en matière de défense (EDCA) de 2014 en 2023 a permis aux États-Unis d'avoir accès à un total de neuf bases militaires philippines.

12. « Les partenariats de la France dans l'Indo-Pacifique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, avril 2021, disponible sur : [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr).

13. M. Srinivasan, D. Kaullysing, R. Bhagooli et S. Pratt, « Marine Tourism and the Blue Economy: Perspectives from the Mascarene and Pacific Islands », in E. R. Urban et V. Ittekkot (dir.), *Blue Economy*, Springer, 2022, disponible sur : [www.link.springer.com](http://www.link.springer.com).

14. Discours du président Ferdinand R. Marcos Jr. lors du 21<sup>e</sup> dialogue IISS Shangri-La, *op. cit.*

## Cadre opérationnel : priorisation des enjeux et des besoins

La coopération maritime doit refléter l'aspect multidimensionnel des questions maritimes. Elle pourrait être organisée en trois piliers interconnectés, correspondant aux priorités de l'initiative *Blue Nations*<sup>15</sup> : d'abord, l'environnement, le climat et la biodiversité ; ensuite, l'économie bleue ; enfin, la sécurité maritime et la défense. Ces questions sont toutes étroitement liées à l'insécurité alimentaire, une priorité pour Manille, puisqu'elle touche plus de 50 millions de Philippins<sup>16</sup>.

### ***Environnement, climat et biodiversité***

#### Lutte contre la pollution plastique

Les Philippines sont la principale source de pollution plastique des océans, avec plus de 355 000 tonnes qui se déversent dans les océans chaque année, soit environ 35 % du total mondial<sup>17</sup>. Le gouvernement philippin et les autorités locales se sont attaqués de manière proactive au problème de la gestion des déchets en adoptant des réglementations plus strictes et en organisant des campagnes de sensibilisation du public, avec le soutien des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile. Une réussite notable est celle de l'île de Siquijor, qui a considérablement réduit sa production de déchets grâce à un décret de 2018 limitant l'utilisation du plastique et améliorant les pratiques d'élimination des déchets<sup>18</sup>.

La coopération bilatérale dans ce domaine a déjà été amorcée, avec Expertise France à la tête de la mise en œuvre du Programme d'économie verte aux Philippines, financé par l'Union européenne (UE) dans le cadre de l'initiative *Global Gateway*<sup>19</sup> pour soutenir la transition vers une économie circulaire. Cette initiative de l'UE, qui vise à promouvoir les infrastructures durables et la croissance verte par le biais d'investissements sûrs et de normes environnementales et sociales partagées, crée un cadre propice aux contributions françaises dans la région.

#### Lutte contre la pêche INN et protection de la biodiversité

La pêche INN (illégal, non déclarée et non réglementée) est un problème omniprésent dans la région Indo-Pacifique. On estime que les Philippines perdent entre 27 et 40 % du

---

15. « Blue Nations Initiative: France and Philippines Partners for the Oceans », Discours de l'ambassadeur de France Marie Fontanel, Ambassadeur de France aux Philippines, 5 juin 2024, disponible sur : [www.ph.ambafrance.org](http://www.ph.ambafrance.org).

16. M. I. U. Catilogo, « UN Says 51 Million Filipinos "Food Insecure" », *The Inquirer*, 27 juillet 2024, disponible sur : [www.globalnation.inquirer.net](http://www.globalnation.inquirer.net).

17. L. Zorzi, « How to Defeat the Plastic Tide Threatening the ASEAN Region's Green Growth », Forum économique mondial, 10 octobre 2023, disponible sur : [www.weforum.org](http://www.weforum.org).

18. « Siquijor: Beacon in Global Fight Against Plastic Waste », *Sunstar*, 18 novembre 2023, disponible sur : [www.sunstar.com.ph](http://www.sunstar.com.ph).

19. « Programme d'économie verte aux Philippines », *Expertise France*, 31 juillet 2024, disponible sur : [www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr).

total annuel des captures de pêche, des acteurs locaux et étrangers opérant illégalement dans leur ZEE<sup>20</sup>. La France est confrontée à des défis similaires dans ses immenses zones maritimes du Pacifique. Les patrouilles régulières des forces armées présentes à Nouméa et à Papeete, combinées à une surveillance par satellite, ont toutefois considérablement réduit la fréquence des cas de pêche INN<sup>21</sup>.

Les deux pays pourraient donc tirer parti d'une coopération sur plusieurs fronts : le renforcement de la surveillance et de l'application du droit en mer (voir ci-dessous), ainsi que la création d'un cadre politique et juridique pour réguler les activités de pêche.

Les Philippines ont été les premières à adopter une approche communautaire de la gestion des aires marines protégées (AMP) dès 1974. Elles ont ainsi acquis une expérience et des connaissances précieuses pour mettre en place des zones inclusives, axées sur la sensibilisation des communautés locales et économiquement viables<sup>22</sup>. Cependant, si certaines AMP sont des réussites, comme le parc marin municipal de Pilar, d'autres rencontrent des difficultés pour assurer une protection intégrale de l'écosystème<sup>23</sup>. La France est confrontée au même problème<sup>24</sup>.

Le système philippin est très fragmenté, avec plus de 1 500 AMP à travers le pays<sup>25</sup>, dont beaucoup fonctionnent sous juridiction locale sans cadre national unifié. Une approche plus intégrée permettrait de renforcer les réglementations et de soutenir les efforts visant à constituer un dossier juridique contre la Chine pour la destruction des coraux en mer des Philippines de l'ouest<sup>26</sup>.

La France, leader mondial en matière de conservation marine, est à l'avant-garde de régimes mondiaux tels que l'initiative 30x30, qui vise à protéger 30 % des océans de la planète d'ici à 2030. Conformément à cet objectif, le Fonds français pour l'environnement mondial a alloué des financements, via l'AFD, à la fondation Sulubai, basée à Palawan, notamment pour la création d'une AMP. En Polynésie française, les autorités locales ont quant à elles imaginé un modèle original d'« aires marines gérées » pour concilier

---

## Les Philippines ont été les premières à adopter une approche communautaire des aires marines protégées

---

20. D. Fallin *et al.*, « Oceans of Opportunity: Southeast Asia's Shared Maritime Challenges », CSIS, 10 décembre 2021, disponible sur : [www.csis.org](http://www.csis.org).

21. « Tackling Illegal Fishing in EEZ », *Maritime Crimes*, 8 juin 2021, disponible sur : [www.maritimescrimes.com](http://www.maritimescrimes.com).

22. L. Chavez, « With Growing Pressures, Can the Philippines Sustain Its Marine Reserves? », *Mongabay*, 30 juin 2021, disponible sur : [www.news.mongabay.com](http://www.news.mongabay.com).

23. L. Chavez, « Sustaining the Philippine Marine Reserves: Issues and Concerns », *Fish for the People*, vol. 19, n° 3, 2022, p. 33-39, disponible sur : [www.repository.seafdec.org](http://www.repository.seafdec.org).

24. « Aires marines protégées : un tiers seulement est efficace », CNRS, 9 mai 2024, disponible sur : [www.cnrs.fr](http://www.cnrs.fr).

25. M. Gutierrez *et al.*, « Estimating the Impact of Irregular and Unsustainable Fishing of Distant-water Fishing Fleets in the Philippines », Policy Paper, ODI, 2024, disponible sur : [www.odi.org](http://www.odi.org).

26. Les efforts visant à constituer un dossier juridique contre la Chine pour la destruction des coraux dans la mer des Philippines occidentales sont en cours, soutenus par des évaluations scientifiques des dommages. « PCG exec: Damaged WPS Resources Strengthen Case Build-up vs. China », *Philippines News Agency*, 4 mai 2024, disponible sur : [www.pna.gov.ph](http://www.pna.gov.ph).

protection et exploitation responsable<sup>27</sup>. Un échange de bonnes pratiques pourrait donc s'avérer bénéfique, notamment pour la promotion d'un tourisme respectueux de l'environnement, comme en témoigne la réhabilitation réussie de l'île de Boracay aux Philippines<sup>28</sup>.

### Lutte contre le changement climatique

Les Philippines, l'une des nations les plus vulnérables au réchauffement climatique, sont confrontées à des risques majeurs liés à l'acidification des océans, à l'élévation des températures et à une montée du niveau des mers trois à quatre fois plus rapide que la moyenne mondiale<sup>29</sup>. Ces menaces mettent en péril les communautés côtières et intensifient les phénomènes météorologiques extrêmes. Les territoires français d'outre-mer sont confrontés à des défis similaires, plusieurs atolls polynésiens risquant d'être submergés.

Les Philippines jouent un rôle de premier plan dans la promotion du lien entre le climat et l'océan à l'échelle mondiale et sont un partenaire précieux pour la France dans la promotion des efforts multilatéraux. Manille et Paris appellent également à la réglementation de l'extraction des minerais en eaux profondes<sup>30</sup>.

## **Économie bleue**

En août 2024, le Sénat philippin a approuvé la loi sur l'économie bleue, qui vise à promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources océaniques, tout en conciliant croissance économique et protection de l'environnement<sup>31</sup>.

### Construire un secteur de la pêche résilient

Aux Philippines, la mer fournit des moyens de subsistance à 1,9 million de pêcheurs enregistrés et à leurs familles, qui dépendent de l'océan pour leurs revenus et leur alimentation. Bien que ce secteur soit d'une importance vitale, la part de l'économie bleue dans le produit intérieur brut (PIB) n'était que de 3,9% en 2023<sup>32</sup>.

---

27. « Un nouveau plan de gestion pour Tainui Atea », Office français pour la biodiversité, 2 mai 2023, disponible sur : [www.ofb.gouv.fr](http://www.ofb.gouv.fr).

28. C. Sabandal et G. Gumban, « Environmentally Conscious Tourism: Lessons from the Successful Rehabilitation of Boracay Island », *Journal of Interdisciplinary Perspectives*, vol. 2, n° 8, 2024, p. 175-188, disponible sur : [www.doi.org](http://www.doi.org).

29. Les Philippines se situent à une altitude de 442 mètres au-dessus du niveau de la mer. Voir F.P. Siringan *et al.*, « Sea Level Rise and Coastal Erosion in the Philippines: Impacts and Adaptation Strategies for Coastal Communities », in K. B. Berse, J. M. Pulhin et A. G. M. La Viña (dir.), *Climate Emergency in the Philippines: Disaster Risk Reduction*, Springer, 2024, disponible sur : [www.doi.org](http://www.doi.org).

30. « PH Urges World Leaders to Adopt Ocean-climate Solutions to Safeguard Marine Ecosystems; Creation of Rules to Govern Deep-sea Mining », Department of Environment and Natural Resources, 3 décembre 2023, disponible sur : [www.denr.gov.ph](http://www.denr.gov.ph).

31. « Senate Approves Blue Economy Act », Sénat des Philippines, 19 août 2024, disponible sur : [www.legacy.senate.gov.ph](http://www.legacy.senate.gov.ph).

32. « Ocean-based Industries Expand by 9.9 Percent in 2023, Accounted for 3.9 Percent of GDP », Philippines Statistics Authority, 24 octobre 2024, disponible sur : [www.psa.gov.ph](http://www.psa.gov.ph).



La mise en place d'un secteur de la pêche durable commence par garantir des moyens de subsistance dignes pour les pêcheurs et les communautés côtières. Cela nécessite d'améliorer les infrastructures de transformation, de transport et de stockage, de garantir des avantages équitables tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et de faciliter l'accès aux marchés européens et internationaux pour les produits de la mer issus de pratiques durables. En 2023, l'UE a commencé à fournir une assistance technique aux Philippines afin d'améliorer leurs systèmes d'éducation, de formation et de certification des marins<sup>33</sup>. La France pourrait s'associer à cette initiative.

Les territoires français du Pacifique ont été confrontés à des défis similaires. En 2022, la Polynésie française – où l'économie bleue représente plus de 5 % du PIB – a lancé une stratégie d'innovation 2030 axée sur le développement durable et inclusif, en particulier dans le secteur bleu<sup>34</sup>.

### Améliorer les infrastructures maritimes

Les Philippines ont besoin de moderniser leurs infrastructures maritimes pour remédier à la congestion des ports et se conformer aux normes internationales. Depuis 2022, un expert technique français assiste l'Autorité de l'industrie maritime philippine (MARINA) pour soutenir la modernisation du secteur de la construction navale et de la flotte nationale. Il s'agit notamment de développer de nouvelles routes maritimes pour le transport de marchandises, de promouvoir les partenariats public-privé (PPP) dans les infrastructures de fret nationales et de veiller à la conformité avec les normes internationales<sup>35</sup>. Une coopération plus poussée en matière de développement d'infrastructures vertes pourrait être envisagée dans le cadre de l'initiative *Global Gateway* de l'UE.

### Développer la coopération scientifique

L'accès aux données scientifiques est essentiel pour une gestion maritime efficace. Le service satellitaire européen Copernicus Marine offre un accès gratuit aux données marines, à la surveillance des océans en temps réel et aux services de prévision climatique qui pourraient renforcer les capacités des Philippines<sup>36</sup>.

Le vaste réseau français d'instituts de recherche dans la région, notamment l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) pourraient renforcer leurs liens avec leurs homologues philippins, tels que l'Institut des sciences maritimes de l'université des

---

33. « Philippines : le premier sous-comité sur la coopération maritime avec l'Union européenne se tient à Bruxelles », Service d'action extérieure de l'Union européenne (SEAE), 27 septembre 2023, disponible sur : [www.eeas.europa.eu](http://www.eeas.europa.eu).

34. *Stratégie de l'innovation 2030 de la Polynésie française pour son développement durable et inclusif*, mai 2022, disponible sur : [www.service-public.pf](http://www.service-public.pf).

35. « Arrivée d'un expert français à la Philippine Maritime Industry Authority (MARINA) », Ambassade de France aux Philippines et en Micronésie, 22 juin 2024, disponible sur : [www.ph.ambafrance.org](http://www.ph.ambafrance.org).

36. Voir le site web du Copernicus Marine Service : <https://marine.copernicus.eu>.

Philippines ou des institutions décentralisées, comme les stations de recherche marine mises en place par le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles (DENR)<sup>37</sup>. Les avancées des scientifiques philippins en matière de récupération des coraux pourraient contribuer de manière significative aux efforts de préservation et de restauration dans les territoires français d'outre-mer<sup>38</sup>.

## Sécurité maritime et défense

### Améliorer la connaissance du domaine maritime

Le renforcement de la connaissance du domaine maritime (*Maritime Domain Awareness* – MDA) est essentiel pour optimiser la surveillance, la détection et permettre une meilleure réponse aux menaces. Le système de connaissance de la situation maritime (MSAS) des Philippines, conçu pour fournir une vue d'ensemble unifiée de l'environnement maritime, reste insuffisant.

---

### Un accord bilatéral sur le *white shipping* entre les Philippines et la France pourrait grandement bénéficier aux deux pays

---

Le MICA Center français, qui s'appuie sur la coopération volontaire des armateurs pour collecter des informations sur la sécurité maritime et les diffuser aux autorités compétentes, pourrait être un modèle à suivre<sup>39</sup>. Un accord bilatéral sur le *white shipping* entre les Philippines et la France serait bénéfique pour les

deux pays. Il contribuerait à améliorer la sécurité des marins philippins évoluant dans un environnement maritime mondial de plus en plus risqué, tout en approfondissant la compréhension de la France des dynamiques en MCM<sup>40</sup>.

Cet accord pourrait être combiné avec l'utilisation du système IORIS<sup>41</sup>, promu par l'UE, afin d'améliorer le partage d'informations sur les menaces maritimes et renforcer les capacités de collaboration. La France participe aussi à des initiatives menées par l'UE, telles que ESIWA ou CRIMARIO, afin de renforcer la sécurité et les capacités maritimes des Philippines<sup>42</sup>.

---

37. Z. Hernandez, « Philippine Role in 2025 UN Ocean Conference 'Significant', Says French Envoy », *ABS-CBN News*, 5 juin 2024, disponible sur : [www.news.abs-cbn.com](http://www.news.abs-cbn.com).

38. A. B. See, « Filipino Marine Scientist Discovers Technique to Raise Corals Faster », *Benar News*, 19 décembre 2022, disponible sur : [www.benarnews.org](http://www.benarnews.org) ; I. Gozum, « Filipino Scientist Ushers in New Era of Coral Restoration in the Philippines », *Rappler*, 25 juin 2024, disponible sur : [www.rappler.com](http://www.rappler.com).

39. « What Is the MICA Center », Site web du Maritime Information Cooperation & Awareness Center (MICA Center), disponible sur : [www.mica-center.org](http://www.mica-center.org).

40. L. Lagniton, « Philippines Acts to Enhance Maritime Security & Ship Safety », *Maritime Fairtrade*, 1<sup>er</sup> avril 2024, disponible sur : [www.maritimefairtrade.org](http://www.maritimefairtrade.org).

41. Plateforme de partage de l'information régionale indo-pacifique (IORIS), SEAE, 8 février 2024 : [www.eeas.europa.eu](http://www.eeas.europa.eu).

42. ESIWA – Enhancing Security Cooperation in and with Asia, EEAS, 8 février 2024, disponible sur : [www.eeas.europa.eu](http://www.eeas.europa.eu). Les agences philippines travaillent ensemble pour améliorer la coordination nationale inter-agences et le partage d'informations sur la sécurisation des mers. Voir CRIMARIO, 7 décembre 2023, disponible sur : [www.crimario.eu](http://www.crimario.eu).

Manille est également confrontée à un besoin urgent de renforcer les capacités de MDA, non seulement pour surveiller les activités chinoises en MCM, mais aussi pour protéger sa côte orientale, souvent négligée<sup>43</sup>. Cette zone, de plus en plus fréquentée, revêt une importance stratégique, tant pour la demande d'extension du plateau continental soumise par Manille aux Nations unies que pour son potentiel en tant qu'itinéraire alternatif en cas de crise dans les eaux territoriales ou le détroit de Taïwan.

### Améliorer la gouvernance de la sécurité maritime

Un modèle efficace de MDA et de sécurité maritime nécessite une vision unifiée et une coordination efficace entre les différentes agences chargées de l'application de la loi, telles que la Garde côtière philippine (PCG), le Bureau de la pêche et des ressources aquatiques (BFAR) et le Groupe maritime de la police nationale philippine (PNP-MG).

Aux Philippines, les chaînes d'information et de commandement restent fragmentées<sup>44</sup>. En mars 2024, un Conseil maritime national (CMN) a été créé afin de « formuler des politiques et des stratégies pour un cadre de gouvernance unifié, coordonné et efficace dédié à la connaissance du domaine maritime et la sécurité du pays<sup>45</sup> ». Ce conseil, placé sous l'autorité du Bureau du président, est habilité à accepter des subventions et des dons de l'étranger<sup>46</sup>. Par ailleurs, l'assistant du président pour les questions maritimes rend compte directement au chef de l'État des questions urgentes<sup>47</sup>.

La France dispose d'un modèle spécifique en termes de supervision de la sécurité maritime qui pourrait servir de modèle pour rationaliser les activités des différentes agences aux Philippines<sup>48</sup>. Les entités telles que la Marine française, les douanes et les affaires maritimes, qui assument collectivement les responsabilités de la « fonction garde-côtes », opèrent sous un commandement régional unique et centralisé (le Préfet maritime)<sup>49</sup>. Le Secrétaire général de la mer (SGMer) supervise et coordonne en dernier ressort les activités de ces agences.

---

**Manille investit activement dans ses capacités navales, notamment en diversifiant ses partenariats de défense**

---

43. R. Torrecampo et K. Cruz, « Why the Philippines Needs to Work with the Pacific Islands Nations », *The Diplomat*, 8 septembre 2023, disponible sur : [www.thediplomat.com](http://www.thediplomat.com).

44. L. M. Palma et M. G. Alano, « A Step in the Right Direction: Advancing the Philippines' Maritime Priorities », AMTI Update, CSIS, 4 octobre 2023, disponible sur : [www.amti.csis.org](http://www.amti.csis.org).

45. Executive Order n° 57, par le président des Philippines, 25 mars 2024, disponible sur : [www.lawphil.net](http://www.lawphil.net).

46. « Philippines Reshuffles Its Maritime Security Command Structure », *The Maritime Executive*, 31 mars 2024, disponible sur : [www.maritime-executive.com](http://www.maritime-executive.com).

47. J. Rocamora, « Centino Defends Foreign Aid Provision in EO 57 », *Philippines News Agency*, 2 avril 2024, disponible sur : [www.pna.gov.ph](http://www.pna.gov.ph).

48. E. Frécon, « France's Third Path for the Indo-Pacific? Credentials and Challenges », *ISEAS Perspective*, décembre 2022, disponible sur : [www.iseas.edu.sg](http://www.iseas.edu.sg).

49. « Action de l'État en mer », Secrétariat général de la Mer, disponible sur : [www.info.gouv.fr](http://www.info.gouv.fr).

## Renforcer les capacités navales

L'accent mis par les Philippines sur la sécurité intérieure en raison des défis historiques a favorisé les forces terrestres au détriment de l'armée de l'Air et de la Marine. La loi de 2012 sur la modernisation des forces armées prévoit un financement important pour l'acquisition de nouveaux équipements par la Marine, et la stratégie de sécurité nationale de 2023 donne la priorité au renforcement de la défense des frontières et des côtes en réponse aux tensions régionales croissantes<sup>50</sup>. Le concept de défense archipélagique globale (CADC) de mars 2024 vise, elle, à renforcer les capacités de protection non seulement des eaux territoriales, mais aussi de l'ensemble de la ZEE.

En conséquence, Manille investit dans ses capacités navales, notamment en diversifiant ses partenariats de défense avec des pays comme l'Inde, la Corée du Sud et le Japon. La France a fourni cinq patrouilleurs aux garde-côtes philippins et Naval Group est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de sous-marins.

En outre, la loi pour le renforcement de l'autonomie nationale en matière de défense (Self Reliance Defense Posture Program) a été promulguée par le président Marcos en octobre dernier. Elle signale que les Philippines cherchent à développer leur propre industrie de défense, par le biais de développements conjoints comprenant des transferts de technologie et une fabrication locale.<sup>51</sup> Par ailleurs, l'action de la Direction générale de l'armement (DGA) française est considérée comme un modèle inspirant pour la rationalisation de l'acquisition et du développement de la défense.

## **Conclusion**

Un renforcement de la coopération maritime devrait donner la priorité à des objectifs réalisables afin de soutenir l'expansion de la relation bilatérale. Le renforcement de la MDA est essentiel pour améliorer la sécurité maritime globale du pays, assurer la conservation de la biodiversité, lutter contre la pêche INN et renforcer la souveraineté. Il s'agit là d'un point d'entrée prometteur.

Cette coopération doit être durable, axée sur les individus, pragmatique et orientée vers des résultats afin d'en renforcer sa crédibilité. Il est essentiel d'impliquer les secteurs industriels, la société civile et les communautés locales dans ce processus. La mise en place d'un cadre institutionnel clair, accompagné d'une feuille de route pour la coopération, est cruciale. Un comité conjoint de coopération maritime, appuyé par des groupes de travail spécialisés sur différentes thématiques, pourrait piloter cet effort et conduire à la mise en place de programmes de formation *ad hoc*. Enfin, l'instauration d'un dialogue « Track 1.5 » pourrait soutenir utilement le partenariat stratégique entre les deux pays.

---

50. Politique de sécurité nationale 2023-2028, gouvernement des Philippines, août 2023, disponible sur : [www.nsc.gov.ph](http://www.nsc.gov.ph).

51. L. Lagniton, « Philippines Boosts Military Self-sufficiency with New Defense Law », Maritime Fairtrade, 9 octobre 2024, disponible sur : [www.maritimefairtrade.org](http://www.maritimefairtrade.org).

Cette initiative est non seulement opportune, mais aussi cruciale, compte tenu de la convergence stratégique et des besoins complémentaires de la France et des Philippines. En établissant une coopération maritime solide, les deux nations peuvent tirer parti de leurs atouts respectifs et renforcer leurs liens pour un bénéfice mutuel dans la région indopacifique.

---

**Céline Pajon** est chercheuse, chargée des activités Japon et Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Ifri. Elle suit les évolutions de la politique étrangère et de défense japonaise et couvre les relations internationales et la géostratégie dans la région Indo-Pacifique.

**Le contre-amiral Jose Renan Suarez (Ret)** a été en charge du Commandement de l'éducation et de la formation navales de la marine philippine de 2013 jusqu'à sa retraite en 2016. Depuis qu'il a quitté le service, le RADM Suarez est un conférencier invité actif au Centre des écoles d'officiers de marine du Commandement de l'éducation et de la formation navales à Zambales. Le RADM Suarez était auparavant commandant de la force de patrouille, le principal fournisseur de forces de la marine. Actif dans la formulation de stratégies et de politiques, il a écrit des ouvrages sur la modernisation navale, la guerre de surface, la gestion et les opérations navales.

**Cette publication a fait l'objet d'une collaboration entre l'Ifri et Stratbase. Elle a bénéficié du soutien de l'initiative des Blue Nations de l'ambassade de France aux Philippines et en Micronésie.**



#### Comment citer cette publication :

Céline Pajon et Jose Renan Suarez, « France-Philippines : renforcer la coopération maritime », *Briefing de l'Ifri*, Ifri, 7 janvier 2025.

ISBN : 979-10-373-0966-2

Les opinions exprimées dans ce texte relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Vue aérienne de plage avec des bateaux de pêche. Elnido, Philippines, 2018.

© Shutterstock.com



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

